

ETHIOPIE : Les Etats-Unis retirent leur soutien financier à l'accaparement des terres



Femme Anuak se rendant au village Abol
devenu une île entourée de terres accaparées
Photo Felix Horne

Après que les sympathisants de Cultural Survival ont envoyé des milliers de courriels au gouvernement des Etats-Unis à travers notre site ou à travers d'autres pour l'exhorter à cesser le financement de l'éviction forcée des peuples autochtones d'Ethiopie de leurs propres terres, le gouvernement a pris une position dans le projet de loi pour l'ouverture des crédits 2014. Le projet de loi prévoit qu'aucun fonds américain ne peut être utilisé pour financer l'éviction des terres et leur accaparement, lesquelles, jusqu'à présent, ont déplacé dix mille personnes de la seule région de Gambella et, selon l'Institut Oakland, menacent de déplacer un total de 1,5 million de personnes dans toute l'Ethiopie.

Les dispositions du projet de loi, qui permettent de mettre un terme aux pratiques dévastatrices du gouvernement éthiopien, expriment la volonté du gouvernement des Etats-Unis de retirer son soutien à de telles opérations.

Le projet de loi déclare, « Les fonds votés dans le cadre de cette loi :

- a) ne peuvent pas être utilisés dans la basse vallée de l'Omo et dans la région de Gambella pour financer des opérations qui directement ou indirectement impliquent des évictions forcées,
- b) devront soutenir des initiatives des communautés locales pour améliorer leurs moyens de subsistance,
- c) faire l'objet d'une consultation préalable ».



Le projet de loi va même plus loin, déclarant, « Le Secrétariat du Conseil du Trésor américain donnera des instructions aux directeurs de chacune des institutions financières des Etats-Unis pour s'opposer au financement de toute opération qui directement ou indirectement implique des évictions forcées en Ethiopie ».

En outre, les fonds destinés à la police ou à l'armée ne sont disponibles qu'à la condition que « aucun soutien ne soit apporté à la police ou à l'armée dans le cas où elles ont violé les droits de l'homme » et que « le gouvernement de l'Ethiopie ait pris des mesures pour mener des enquêtes et engager des poursuites contre des membres de l'armée ou de la police éthiopiennes » qui pourraient avoir violé les droits de l'homme.

L'inclusion de telles clauses est une victoire pour les peuples Anuak de la région Gambella d'Éthiopie, dont la campagne de Cultural Survival dénonçant l'aide des États-Unis à l'Éthiopie avait pour but de protéger les terres et la culture.

Pour un pays qui reçoit plus d'aide étrangère - plus de 3 milliards par an - que tout autre pays d'Afrique, l'interdiction explicite d'utiliser une partie importante de cette aide pour des actions de violation des droits de l'homme peut avoir un impact sur la politique de l'Éthiopie et, à tout le moins, sur sa capacité à perpétrer de tels abus.

Source CULTURAL SURVIVAL, 12/02/2014

Traduction pour le GITPA par Véronique HAHN DE BYKHOVETZ